

Quelques remarques sur les questions internationales et les rapports mondiaux

Multilatéralisme contre hégémonisme : la montée des pays émergents

En 2006 la France reculait de la 5^{ème} à la 6^{ème} position, en terme de PIB, au profit de la Chine. En 2017 c'était au tour de l'Inde qui, doublant son PIB en dix ans, passait devant la France rétrogradée au 7^{ème} rang.

Diverses études prévoient les évolutions à venir en 2030 ou 2050. Toutes convergent sur ce fait : la montée des pays émergents est une tendance de fond.

Selon plusieurs projections de cabinets d'audits et d'institutions économique-financières, en 2050 six pays émergents seraient dans les dix premiers, la France reculant à la 12^{ème} place. Déclin relatif puisque le PIB ne recule pas mais croît beaucoup moins vite que celui d'autres pays.

Fait notable, la Chine passerait devant les Usa d'ici 2030. A 2050 sept pays émergents représenteraient 50% du PIB mondial contre 20% pour les pays du G7.

La pandémie, survenue depuis ces études, ne modifiera pas globalement ce pronostic. Elle peut même l'accélérer puisque les pays asiatiques s'en sortent plutôt mieux que les pays européens ou les Etats-Unis (EU).

Le très important accord de libre-échange RCEP comprenant quinze pays - l'ASEAN plus Chine, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle Zélande – renforce le poids de la zone Asie-Pacifique dans l'économie mondiale. L'Inde et les Usa ont refusé de s'y associer. Pour les Usa la « concurrence libre et non faussée » est acceptable si elle leur profite. Ce n'est pas la théorie économique néo-libérale ou autre qui les guide mais leur visée hégémonique.

C'est donc un bouleversement considérable des rapports mondiaux qui s'affirme. Ce n'est pas l'accumulation de capitaux ni le casino boursier qui créent les richesses mais le labeur des centaines de millions de travailleurs d'ex pays sous-développés, exploités dans l'échange inégal subit au profit des pays impérialistes et qui se mettent en mouvement pour sortir de la misère.

Les pays du G7 pourraient s'en réjouir et décider de prendre le chemin de la coopération avec les économies émergentes, sur un pied d'égalité, en endossant le multilatéralisme.

Les dirigeants de ces pays, Macron notamment avec l'arrogance habituelle, adoptent une telle rhétorique. Mais la pratique est autre, on ne change pas l'essence de l'impérialisme même si on peut parfois en infléchir le cours.

Les enjeux de cette évolution mondiale sont considérables et évidemment impactent la politique intérieure de ces pays.

L'hégémonisme des EU

En premier il s'agit de la remise en cause de l'hégémonie planétaire des Etats-Unis. Les EU décident de qui sanctionner, qui boycotter (Cuba, Venezuela, Iran ...), à qui et comment ils décident d'appliquer les sanctions extraterritoriales etc. Ils espionnent le monde entier tout en se positionnant en victime de cyberattaques. Et les droits de l'homme sont instrumentalisés pour mettre en accusation leurs ennemis, adversaires ou concurrents. Ainsi Cuba, la Chine, le Venezuela et d'autres suivant les besoins sont accusés alors que Israël, en particulier, peut violer le droit international, martyriser le peuple palestinien avec le soutien total des EU.

S'imaginer que les EU sont une référence pour les droits de l'homme relève d'une naïveté coupable. Quelle que soit la fraction au pouvoir, Biden ou Trump, l'objectif est commun : maintenir cette hégémonie. Trump estime ne pas avoir besoin de ménager ses alliés européens alors que pour Biden les EU ne peuvent gagner seuls, sans alliés, cette bataille fondamentale.

La volonté hégémonique des EU ne s'adresse pas uniquement à la Chine.

Les EU ont mis depuis longtemps en place un « droit » qui met en oeuvre pleinement leur hégémonie : la possibilité de prendre des sanctions extraterritoriales. Les EU s'octroient le droit d'ingérence dans la politique d'autres états, niant leur souveraineté en imposant leurs décisions hors de leur territoire à des entités non-américaines en contradiction avec le droit international. Toutes les entreprises qui ont des liens avec eux, sous quelque forme que ce soit, sont passibles de sanctions. Par exemple de manière extravagante si une entreprise a des courriels qui transitent par des serveurs informatiques aux EU elle est considérée comme liée aux EU. Et plus sérieusement c'est aussi le cas si l'entreprise utilise le dollar dans des transactions « interdites » alors que le dollar est la monnaie internationale aujourd'hui prédominante. Au total les entreprises ont payé aux EU plusieurs dizaine de milliards de dollars à ce jour. Certains observateurs craignent de voir ce chiffre multiplié par dix à l'avenir. C'est une nouvelle forme de prédation. Les entreprises pourraient contester ces mesures mais alors l'accès au marché des EU leur serait fermé, les actionnaires américains devraient retirer leurs capitaux, le système financier EU leur serait interdit etc. L'économie des EU étant la première au monde on mesure les énormes difficultés auxquelles les « contestataires » devraient faire face. Mais réciproquement les EU seraient bien en difficulté de voir se détricoter tous les liens financiers, commerciaux, industriels.

Une politique agressive lourde de risques de guerre

Alors que l'accord sur le nucléaire iranien signé sous la présidence Obama et validé par le Conseil de Sécurité de l'ONU a permis le début des levées de sanctions contre l'Iran, la victoire de Trump remettait tout en cause avec le soutien d'Israël, de l'Arabie Saoudite et ses alliés : toute entreprise achetant du pétrole iranien est interdite sur le marché américain. Huit pays avaient obtenu une dérogation provisoire des EU - oui vous avez bien lu ce sont les EU qui prétendent en décider - laquelle est tombée. Pour ne pas se voir refuser l'accès au marché des EU tous les projets d'investissement, d'exportation, d'importation ont été suspendus par les entreprises européennes et étasuniennes Total, Airbus, Renault, Peugeot, Boeing.

Il en est de même pour le blocus contre Cuba : aucun produit cubain ne doit être incorporé dans les exportations vers les EU : par exemple pas de sucre cubain dans les produits Danone. Avec une spécificité pour Cuba : l'application pour la première fois du titre III de la loi Helms-Burton, concernant le blocus de Cuba, qui autorise des personnes physiques ou morales à saisir les tribunaux des États-Unis en vue de récupérer des biens dont ils estiment avoir été dépossédés par la révolution cubaine. Ainsi des centaines de plaintes sont susceptibles d'être déclenchées y compris contre des entreprises européennes (Pernod attaqué par des fonds vautours, Accor, Melia ...).

Les dépenses militaires des EU s'élevaient en 2019 à 732 Md\$ soit plus du tiers des dépenses militaires mondiales, près de trois fois ceux de la Chine (261 Mds\$) et 11 fois ceux de la Russie (65 Mds\$). En 2017, près de 200.000 hommes, soit 10 % du personnel militaire américain, sont déployés à l'étranger dans 800 bases militaires déclarées.

Les guerres régionales se multiplient et les risques d'une conflagration plus importante deviennent de plus en plus lourds que ce soit au Moyen-Orient ou en Asie.

La France

La bourgeoisie française, quant à elle, cherche à renforcer ses positions ou au moins à les maintenir sur la scène internationale. Il y va de sa capacité à peser dans sa zone d'influence traditionnelle, de l'accès aux ressources nécessaires et à « sa part du gâteau ». Ceci explique en bonne part l'acharnement régressif en matière sociale que nous connaissons et que la social-démocratie est incapable d'arrêter, si tant est qu'elle le souhaiterait,

Ainsi ce bouleversement mondial a des conséquences, du fait des enjeux, sur la politique intérieure dans l'essentiel des domaines y compris celui de la réindustrialisation. La classe dominante préfère poursuivre les délocalisations plutôt que constater l'impasse dans laquelle la France a été mise par

la désindustrialisation, la dépendance terrible en matière de recherche et développement en se défaussant sur des sous-traitants, le démantèlement organisé des services publics... en vue de profits à court terme, à la recherche de rentes financières sans risques pour elle.

Comment l'UE et ses différents pays se positionnent dans cette pandémie ? On voit déjà que la réponse n'est pas unanime. Des pays d'Europe de l'Est utilisent déjà des vaccins russes et chinois, l'Allemagne de Merkel se dit prête à s'en procurer alors que la France de Macron s'y refuse, en digne vassal des EU. Sortir la France de l'OTAN pour ne pas être entraîné dans des affrontements voulus par les EU dans leur seul intérêt.

Des positions importantes à affirmer avec force et traduire en actions

Le parti pourrait donner beaucoup plus d'importance à ces questions internationales qui configurent le monde d'aujourd'hui et celui à venir :

Ingérences ou souveraineté ?

Fin de règlements d'extraterritorialité

Fin des blocus et sanctions notamment contre Cuba, Venezuela, Iran

Multilatéralisme ou hégémonisme ?

Coopération/développement ou domination impériale ?

Guerre(s) ou paix ?

Aujourd'hui les questions cruciales nécessitent une approche mondiale, multilatérale dans le cadre de l'Onu notamment, pour trouver les bonnes réponses et les mettre en oeuvre. Plus que jamais nous tendons vers ce destin commun de l'humanité.

Robert Kissous, Montpellier (34)